

LES CONTESTATAIRES DU RND REVIENNENT À LA CHARGE

Ouyahia accusé de fuite en avant

Des cadres, des militants et des élus locaux et nationaux du RND répliquent au secrétaire général intérimaire et les déclarations du porte-parole du parti, sont truffées, selon eux, de «menaces» et de «tromperies»

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier dimanche et sanctionnant une réunion les ayant regroupés la veille, ces contestataires au nombre de 31 issus de plusieurs wilayas, tiennent, de prime abord, à préciser qu'il ne s'agit pas pour eux de se «constituer en un quelconque mouvement de redressement» mais que leur premier appel était, selon eux, un «soutien à toutes les voix émanant de la base militante qui refuse l'injustice, la marginalisation, l'exclusion consacrées via le principe de la désignation des délégués au prochain congrès extraordinaire au lieu de leur élection».

Et de préciser que Seddik Chihab «n'est que le porte-parole du SG intérimaire, le concerné n'ayant, selon eux, «jamais eu le quitus des instances du parti». Pour eux, le lexique utilisé par le duo Ouyahia-Chihab, entre autres «minorité», un «tel groupe n'étant pas représentatif de la base militante» et «d'ex-militants» constituent à leurs yeux, un «aveu taci-

te» quant aux pratiques d'exclusion, de violence et le refus de l'avis contraire, estimant que «l'opération bien étudiée de vider le parti de ses cadres et ses compétences humaines entamée depuis 2002 se poursuit».

Les partisans du report du congrès extraordinaire du RND prévu, pour rappel, du 5 au 7 mai prochain, considèrent, par ailleurs, que ce discours «usé et non convaincant de la part des mêmes personnes depuis une décennie confirme la stérilité quant à leur défense du parti et un échec quant à promouvoir ses idées et ses principes au sein de la société voire il compromet son avenir».

Et de considérer que le plébiscite du secrétaire général intérimaire lors de ce congrès extraordinaire sollicité auprès des militants relève de «pratiques vaines qui ne travaillent pas pour l'intérêt du parti et ne participent pas à son renforcement et sa pérennité. Ce n'est là qu'une œuvre d'un groupe de proches du secrétaire général intérimaire qui a pris en otage le

parti à l'effet de sauvegarder leurs intérêts personnels au détriment de ceux du rassemblement».

Précisant que la demande de report du congrès sollicitée la semaine dernière «n'est pas le vœu d'une minorité à imposer à une majorité mais une proposition responsable à même de conférer du temps pour régler les problèmes posés au niveau de toutes les structures de wilaya et s'engager sur une base juste et solide pour un congrès extraordinaire qui vérifie toutes les conditions de sa réussite, entre autres démocratie et transparence qui permettront de clarifier le concept de minorité et de majorité», les contestataires du RND réitérent leur détermination à poursuivre leur démarche à travers d'autres étapes. Ils tiennent à faire porter à Ouyahia «toute la responsabilité de la politique de fuite en avant et son refus de traiter la situation réglementaire entourant la préparation de ce congrès».

Pour rappel, Ahmed Ouyahia a, dans un communiqué rendu public, mercredi dernier, confirmé le maintien du congrès extraordinaire du RND pour le 5, 6 et 7 mai prochain. Une «précision» à l'en-



Ahmed Ouyahia confirme le maintien du congrès.

droit justement de ces contestataires qui, la veille, avaient sollicité le report de ce rendez-vous organique.

Une démarche qui a déplu au secrétaire général intérimaire du parti pour qui ses auteurs ne sont qu'un «groupuscule» et une «minorité» qui n'imposent pas leur diktat au sein du RND». Car pour Ouyahia, «certains signa-

taires du communiqué sont des congressistes de droit. Il leur appartient donc d'aller mesurer leur représentativité et promouvoir leur vues au niveau de leur wilayas d'appartenance ou au niveau des pré-congrès régionaux qui les concernent ou même devant le congrès extraordinaire. Ils feront face à la majorité qui est l'arbitre».

M. K.

AFFAIRES DE CORRUPTION

Scandales et déballages en série

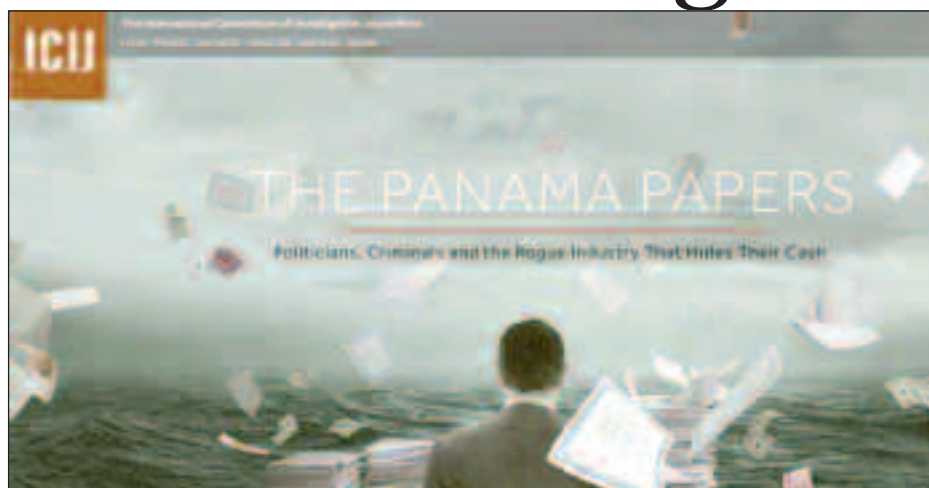
Des déballages en cascade et des révélations graves ont actuellement lieu autour d'un des plus gros scandales de corruption qu'a connus l'Algérie : celui de l'autoroute Est-Ouest...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'affaire ressurgit à la faveur de la publication des Panama Papers, cette série de documents impliquant dans des dossiers de corruption plus d'une quarantaine de personnalités et d'hommes politiques de différentes nationalités. Tout commence par une interview du porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption (ALCL).

Interrogé au sujet du cas Bouchouareb, Djillali Hadjadj traite le ministre de l'Industrie et des Mines «d'amateur» au regard de l'importance de l'implication d'autres «dirigeants algériens plus fûtés qui ne sont pas identifiables par leur nom car ils créent des comptes offshore numérotés». Il s'explique : «les commissions versées dans le cadre du projet de l'autoroute Est-Ouest sont principalement domiciliées au Panama par l'intermédiaire d'une banque suisse. Parmi les détenteurs, Mohamed Bédjaoui (ancien président du Conseil constitutionnel) et Pierre Falcone.

La boîte de Pandore s'ouvre. L'homme d'affaires français a été à maintes reprises cité dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest. Son nom et celui de Mohamed Bédjaoui avaient été évoqués sans relâche par les principaux accusés, et condamnés (à dix ans de prison). Falcone lui, est présenté comme étant le principal artisan de tout le dossier mais la justice algérienne semble avoir été confrontée à l'impossibilité de réunir les preuves de son implication dans le dossier. Pierre Falcone est cependant connu pour ses démêlés avec la justice française. Par deux fois (en 2007 et en 2008), il est condamné à des peines de prison ferme pour détournement puis fraude fiscale.

L'ancien président du Conseil constitutionnel algérien fait de son côté une révélation grave. Dans un entretien accordé au journal en ligne TSA, il reconnaît avoir



ouvert une porte à l'homme d'affaires français en Algérie et le regrette. «J'ai introduit, dit-il, Pierre Falcone auprès des autorités algériennes. C'est un homme d'affaires mondialement connu. Il m'a approché un jour pour m'entretenir de deux questions du plus haut intérêt touchant la Défense nationale et m'assurer de toute son aide dans ce cadre au service de notre pays». Mohamed Bédjaoui est alors à la tête du Conseil constitutionnel. Il déclare avoir à ce moment saisi les autorités compétentes qui «ne pouvaient refuser de le recevoir pour des problèmes importants de défense mais après un certain nombre de rencontres, elles se sont aperçues de l'inefficacité de son concours». «Entre-temps, poursuit-il, il porta de l'intérêt pour l'appel d'offres concernant l'autoroute qui venait d'être publié. Il s'est porté soumissionnaire au nom d'une société d'Etat chinoise. Personne ne pouvait l'empêcher de soumissionner. Il a bénéficié de mon appui initial dans le respect des lois d'autant qu'il était sensé apporter incessamment une contribution espérée à notre Défense nationale. Mais j'ai cessé tout contact avec lui lorsque j'ai appris qu'il n'avait pas apporté le concours escompté à notre Défense nationale (...) Je regrette totalement d'avoir fait cela car à la fin de ma vie, on m'insulte et on me diffame c'est injuste».

Lors du procès des mis en cause dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, l'ex directeur des nouveaux projets de l'ANA (Agence nationale des autoroutes) avait indiqué au juge que Pierre Falcone percevait 20 à 30% sur «chaque situation financière régularisée par l'Etat algérien et distribue l'argent aux membres du lobby qu'il a constitué en 2005». Mohamed Khelladi qui a écopé de dix ans de prison cite entre autre Mohamed Bédjaoui.

Les responsables arrêtés dans le cadre de cette enquête apportent la même version aux juges chargés de l'affaire. On conclut à un manque de preuves. En dépit de la gravité des révélations aucune enquête n'a été ouverte.

Le scandale soulevé par les Panama Papers donne donc à Djillali Hadjadj l'occasion de revenir sur le sujet. Cette fois Pierre Falcone réagit par le biais de son avocate qui dément l'existence de «commissions» et «s'inscrit en faux contre les déclarations du porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption».

Le débat s'enflamme. Mohamed Bédjaoui s'en prend lui aussi violemment à Djillali Hadjadj qui l'accusait, dans le même entretien livré à TSA, de posséder des comptes offshore numérotés. Le porte-parole de l'ALCL réagit à son tour dans une mise au point virulente. Il relève «l'aveu tar-

dif de Mohamed Bédjaoui au sujet de l'autoroute Est-Ouest» et celui qui consiste à «reconnaître avoir introduit Pierre Falcone auprès des autorités algériennes au moment où il était président du Conseil constitutionnel» puis le fustige pour ces propos qui consistent à le présenter comme «un homme d'affaires mondialement connu».

Djillali Hadjadj rappelle les démêlés de Pierre Falcone avec la justice française et s'interroge sur la nécessité d'avoir mêlé le Conseil constitutionnel à cette affaire.

«A quel titre a-t-il bénéficié du soutien de son président et dans quel but ? (...) cet appui a été plus que concluant... plus de 6 milliards de dollars puisque son «appuyé» a remporté le marché».

Le porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption révèle ensuite d'une prise en charge «par le Conseil constitutionnel et aux frais de cette institution d'un des séjours de Pierre Falcone à Alger au moment où se préparait le projet de l'autoroute Est-Ouest».

Selon la même source, l'association a pu constater de «visu l'existence de cette prise en charge auprès de l'agence de voyages à Alger destinataire de cette étrange commande». Inévitablement, le porte-parole de l'association chargée de la lutte contre la corruption en Algérie s'interroge sur le rôle de la justice qui «aurait pu si elle l'avait voulu en savoir plus sur l'implication de Mohamed Bédjaoui dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest dès l'ouverture de l'instruction» et celle de Pierre Falcone.

Les déclarations des mis en cause «9% pour Pierre Falcone» sont «consignées dans l'arrêt de renvoi n'ont pas amené les juges à le convoquer». Se peut-il que des décisions émanant des plus hautes autorités exigent enfin une véritable enquête sur cette affaire ? L'attitude officielle adoptée depuis le début du grand déballage laisse malheureusement très peu de chance à cette option. En attendant, le pays s'enlise dans des affaires de corruption inextricables et les mauvais points s'accumulent...

A. C.